

GREG BAKER/AFP VIA GETTY IMAGES



Un policier paramilitaire monte la garde sur la place Tiananmen sur une photo d'archives.

Le maire de Calgary et des fonctionnaires ciblés par le régime chinois

FRANK FANG ET
OMID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES



Le maire de Calgary

LA PRESSE CANADIENNE/
JEFF MCINTOSH

Le maire de Calgary, Naheed Nenshi, des représentants de la Ville de Calgary, plusieurs universitaires et un ancien maire de St.

John's figurent tous sur une liste de personnes que les dirigeants chinois espèrent influencer pour avancer les intérêts de Pékin.

Cette liste, divulguée dans un document gouvernemental ayant fait l'objet d'une fuite et obtenu par *Epoch Times*, révèle des personnalités d'un large éventail de secteurs et de pays.

Le document de 2019 a été émis par le bureau des Affaires étrangères de Daqing, ville située au nord-est de la Chine.

Suite en page 2

La guerre silencieuse de la Chine communiste contre l'Occident

Depuis des décennies, le PCC utilise la « guerre sans limites » pour affaiblir de l'intérieur les nations occidentales alliées, y compris le Canada

Comment les données chinoises de 2 millions de personnes, dont des Canadiens, servent la « guerre sans limites » de Pékin

JUSTINA WHEALE
THE EPOCH TIMES

Analyse

Une base de données chinoise contenant des informations personnelles de millions de personnes dans le monde – dont au moins 5000 Canadiens, parmi lesquels le premier ministre Justin Trudeau et le chef du Parti conservateur Erin O'Toole – a récemment fait l'objet d'une fuite vers des médias occidentaux.

Suite en page 3

BOWEN XIAO ET OVID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES

Analyse

Furtivement et avec une grande précision, le Parti communiste chinois (PCC) mène depuis des décennies une guerre contre l'Occident pour parvenir à une domination mondiale en utilisant une stratégie militaire connue sous le nom de « guerre sans limites ».

À l'insu de la majorité, le PCC s'est infiltré dans presque tous les domaines de la vie dans des pays comme les États-Unis et le Canada, n'épargnant pratiquement aucun secteur industriel. Bien que cette menace soit largement passée sous le radar, ses effets sur les pays visés

et ses conséquences géopolitiques sont d'une grande portée.

Contournant les offensives traditionnelles de confrontation militaire directe, devenues quelque peu dépassées, cette stratégie non conventionnelle est centrale dans l'approche de guerre du régime communiste.

Cette stratégie est mise en évidence dans le livre *La Guerre hors limites*, écrit par deux colonels de l'armée de l'air chinoise – Qiao Liang et Wang Xiangsui – et publié en 1999 par l'Armée populaire de libération. L'ouvrage se base sur des documents originaux de l'armée.

Pékin utilise un éventail de tactiques subversives, incluant, mais sans s'y limiter, la guerre de propa-

[Pékin] attaque sous le seuil de ce qui déclencherait une réponse de guerre.

Nick Carter,
chef d'État-Major de la
Défense britannique

gande, la guerre culturelle, la guerre mémétique, les opérations de front, l'infiltration politique, la guerre technologique et des télécommunications, la guerre juridique, l'espionnage économique, l'espionnage éducatif, la cyberguerre et la guerre des sanctions. Le régime utilise tous ces moyens à divers degrés et simultanément dans de multiples secteurs, afin d'affaiblir ou d'influencer les pays visés.

En 2014, des pirates informatiques soutenus par l'État chinois ont infiltré les réseaux informatiques du Conseil national de la recherche du Canada. L'attaque a coûté des centaines de millions de dollars au Canada.

Suite en page 3

« Menace générationnelle » : Washington prend des mesures sans précédent pour contrer la Chine communiste

JOAN DELANEY
THE EPOCH TIMES

Analyse

Les États-Unis ne chôment pas pour contrer la menace d'un régime chinois de plus en plus agressif. Une panoplie de mesures adoptées en 2020 pour faire face à l'hostilité grandissante du Parti communiste chinois (PCC) indique un changement important de la politique américaine envers la Chine.

Dans cette nouvelle ère de confrontation directe

LEAH MILLIS/POOL/AFP VIA GETTY IMAGES



Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo

du PCC, les discours de plusieurs hauts dirigeants, dont le secrétaire d'État Mike Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale Robert O'Brien, ont critiqué sévèrement Pékin pour ses gestes posés contre les États-Unis et le monde entier.

Suite en page 8

Les liens entre l'élite et les dirigeants du Canada, et le régime chinois

YAO LIANG ET TANYA DU
THE EPOCH TIMES

Opinion

Depuis des décennies, de hauts dirigeants canadiens, une élite bien réseautée et de puissantes entreprises resserrent les liens avec Pékin.

Le resserrement des liens a certes profité à certaines entreprises et individus, mais les Canadiens moyens en ont subi les impacts négatifs, tels que l'affaiblissement de la sécurité nationale et les pertes d'emplois.

Le régime chinois veut devenir la première puissance mondiale, écrivent les spécialistes Clive Hamilton et Mareike Ohlberg dans leur livre paru en 2020 *Hidden Hand*. Sa stratégie consiste

CLEMENT SABOURIN/AFP VIA GETTY IMAGES



Le premier ministre chinois Li Keqiang s'exprime lors d'une conférence du conseil d'affaires Canada-Chine à Montréal le 23 septembre 2016.

à « cibler les élites occidentales pour qu'elles accueillent d'un œil favorable la domination de la Chine ou qu'elles acceptent son caractère inévitable », disent-ils.

Depuis des décennies, Pékin cible l'élite du Canada pour la conquérir.

Suite en page 6



Infographie :

INFLUENCE
DE PÉKIN
sur les institutions
internationales

Page 4



LISEZ CE QUE D'AUTRES NE RAPPORTENT PAS

Le journal indépendant d'Amérique du Nord
connaissant la croissance la plus rapide
vous offre : VÉRITÉ et TRADITION

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

À la page 2, une offre spéciale!

À PROPOS DE CETTE ÉDITION SPÉCIALE

Nous espérons que vous apprécierez cette édition spéciale d'*Epoch Times*, qui vous révèle les faits derrière l'influence et l'infiltration de la Chine communiste au Canada et qui met en lumière la véritable nature du Parti communiste chinois.

Nous avons jugé important que cette édition spéciale anglophone soit traduite et publiée au Québec. Pour plus d'articles en français, rendez-vous sur fr.theepochtimes.com.

Notre journal est également disponible hebdomadairement en anglais. Ses 40 pages comprennent quatre sections consacrées à l'actualité canadienne et mondiale, aux opinions, à la santé, à la culture et aux traditions, aux loisirs et deux pages de mots croisés et autres énigmes.

En tant que journal indépendant, nous nous efforçons de couvrir l'actualité et les sujets importants de façon impartiale, sans agenda caché ni parti pris, car nous sommes convaincus que la vérité et la tradition sont la clé d'une société saine.

COMMENT CETTE ÉDITION SPÉCIALE EST FINANCÉE

Cette édition spéciale est financée par des abonnements et des dons.

En vous abonnant ou en faisant un don, vous pouvez nous aider à continuer à fournir des reportages véridiques, libres de toute influence de la part de gouvernement, d'entreprise ou de parti politique.

Chaque don, petit ou grand, nous aide énormément à continuer à fournir le journalisme de haute qualité pour lequel nous sommes connus.

Pour faire un don, visitez :
Donate.EpochTimes.ca

Pour vous abonner, visitez :
Offers.EpochTimes.ca

Consultez également cette édition spéciale en ligne.

Téléchargez et partagez un exemplaire gratuit à l'adresse suivante :
ept.ms/specialreport

ÉDITRICE

Cindy Gu

RÉDACTEURS

Chrisy Trudeau, Cindy Chan, Joan Delaney, Justina Wheale, Matthew Little, Omid Ghoreishi, Rahul Vaidyanath, and Sandra Shields.

Écrire à la rédaction :

letters_ca@epochtimes.com

Commentaires :

newsdesk@epochtimes.com

BUREAUX

Toronto
344, rue Consumers
Toronto ON M2J 1P8

Vancouver
530 E, Avenue Kent S
Vancouver, BC V5X 4V6

Calgary
#3, 1916 30 Ave NE
Calgary AB T2E 7B2

SERVICE À LA CLIENTÈLE

support@epochtimes.ca
readepoch.ca/help
1-877-500-9169 (français)

Publié dans 36 pays, 22 langues

SEULEMENT 1 \$ LE PREMIER MOIS

Si vous avez apprécié la lecture de cette édition spéciale et l'avez trouvée instructive, alors

ABONNEZ-VOUS

car l'essor de la Chine a de nombreux impacts sur le Canada et le monde, et nous tenons nos lecteurs au fait de ces enjeux importants.

Édition anglophone seulement

Offers.EpochTimes.ca
1-877-288-3115 (anglais seulement)

Introduction

DANA CHENG

Il y a quelques décennies, quand j'étais jeune, on disait que les communistes allaient libérer le monde. Dans les années 1950, le Parti communiste chinois (PCC) a exigé que tout le pays produise de l'acier. La Chine allait rattraper le Royaume-Uni en 5 ans et l'Amérique en 10 ans. Au lieu de cela, cette direction a conduit l'économie chinoise au bord du gouffre et, de 1959 à 1962, 40 millions de personnes sont mortes de faim.

Pourtant, le PCC n'a jamais renoncé à l'idée de rattraper son retard et de dominer (ou de « libérer ») le monde. Sous la direction de Deng Xiaoping, la Chine a commencé à faire des affaires avec le reste du monde et a ouvert grand sa porte. Depuis, le PCC infiltre les autres pays et utilise la propagande pour influencer l'opinion publique occidentale.

Le régime brouille les concepts du PCC et de la Chine, de sorte que critiquer le Parti reviendrait à critiquer la Chine et le peuple chinois. Ainsi, le PCC profite de la générosité et de la gentillesse qu'ont les gens envers les Chinois. Le PCC n'est pas un parti ou un régime politique au sens conventionnel. Il ne représente pas le peuple chinois. Il s'agit d'un petit groupe qui s'est emparé du pouvoir de façon illégitime et qui s'y accroche par la tyrannie.

Le PCC a volé la technologie militaire d'autres pays pour construire sa propre armée, avec l'objectif clair de dominer le monde.

Il a développé le Plan mille talents et d'autres programmes similaires pour apporter en Chine des technologies étrangères avancées, et il a progressivement attiré des fabricants et des entreprises étrangères de haute technologie. Il utilise sa stratégie centenaire du « Front uni » pour infiltrer les organisations internationales et les groupes de réflexion, et influencer les politiciens et les élites dans tous les domaines. Progressivement, il a façonné en sa faveur l'opinion dominante en Occident.

Le PCC utilise les Instituts Confucius et les organi-

sations étudiantes chinoises pour influencer le système académique d'autres pays, tout en volant leurs innovations et idées de recherche à leur stade initial.

La manière dont le PCC a géré l'épidémie de coronavirus a clairement montré sa véritable nature. Il a dissimulé les informations sur le virus chez sa population jusqu'à ce que de plus en plus de cas soient découverts dans les pays voisins parmi les voyageurs en provenance de Chine. Il ne se soucie pas de son propre peuple. Pourquoi se soucierait-il des habitants d'autres pays?

Les relations sino-canadiennes sont à la croisée des chemins, alors que le régime communiste continue à détenir des citoyens canadiens, sanctionne l'économie canadienne, viole les droits de la personne et se montre de plus en plus belliqueux sur la scène internationale. Plus que jamais, il importe de réfléchir au comportement de Pékin dans le monde et à ses impacts au Canada.

Dans cette édition spéciale, nous présentons quelques aspects de la manière dont le PCC cible le Canada, en particulier ses élites. Peut-être que la compréhension de ces détails est moins importante que celle de la nature du PCC elle-même et de sa menace pour le monde.

Nous incluons également un extrait de la nouvelle série éditoriale *Comment le spectre du communisme dirige le monde*, publiée par *Epoch Times* et disponible en ligne, pour faire la lumière sur comment la Chine a remplacé l'Union soviétique en tant que principale menace pour le monde libre.

Dana Cheng a grandi à Wuhan, dans la province du Hubei, en Chine. Elle a obtenu son doctorat en physique aux États-Unis. Elle est l'une des fondatrices d'Epoch Times et est actuellement rédactrice en chef de China news.



Le maire de Calgary et des fonctionnaires ciblés par le régime chinois

SUITE DE LA UNE

Le bureau des Affaires étrangères de Daqing indique dans le document qu'il lancera une initiative appelée le « plan de développement des 100 talents étrangers ».

Il s'agit d'un programme de nombreuses administrations locales en Chine et au sein du gouvernement central. Un rapport de 2019 de la U.S.-China Economic and Security Review Commission (USCC) énumère plusieurs programmes nationaux qui ont « recruté ou rapatrié des dizaines de milliers de personnes en Chine ».

Dans le document qui a fait l'objet d'une fuite, bien que le bureau de Daqing ne détaille pas la mise en œuvre de son programme ni ses objectifs spécifiques, il liste 129 personnes « à l'étranger » qu'il souhaite recruter.

Le document ne contient que le prénom de certaines de ces personnes mais, pour chacune, les postes actuels ou passés, les domaines de carrière et les coordonnées sont indiqués.

La liste comprend 19 personnes au Canada, dont 13 à Calgary. Outre M. Nenshi, la liste comprend d'autres représentants municipaux de haut rang ainsi qu'une personne qui était responsable de l'initiative sur la Chine à la Calgary Economic Development, une société à but non lucratif partiellement financée par la Ville et d'autres partenaires gouvernementaux. Les autres individus ciblés sont des universitaires, un haut fonctionnaire de l'université de Calgary et des cadres supérieurs de plusieurs entreprises basées à Calgary.

La ville de Calgary est jumelée à la ville de Daqing, qui est aussi un point névralgique du secteur de l'énergie.

Un porte-parole de M. Nenshi a déclaré à *Epoch Times* que le maire ne savait pas qu'il figurait sur une liste.

« Alors que Daqing est l'une des villes sœurs de Calgary depuis 1985, le maire Nenshi n'a eu aucun contact personnel avec les autorités de la ville », a déclaré Adam Noble-Johnson, stratège en communication du maire, dans un courriel.

Le document liste aussi des fonctionnaires des provinces de l'Atlantique, dont l'ancien maire de St. John's, Dennis O'Keefe, ainsi qu'un responsable du Halifax Partnership, l'organisation de développement économique public-privé de la ville.



Naheed Nenshi, maire de Calgary, dans une photo d'archives

Epoch Times a contacté le Calgary Economic Development et le bureau du maire de St. John's, mais n'a pas eu de réponse.

La liste a des cibles dans le monde entier, y compris des personnes aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, au Pakistan, en Espagne. L'actuel maire de la petite ville d'Esbjerg au Danemark, et deux anciens maires de la ville australienne de Perth étaient également inclus.

Selon Heng He, commentateur sur la Chine et collaborateur

« Le PCC identifie méticuleusement les centres du pouvoir politique, économique et culturel, et les personnes les plus puissantes dans ces domaines. »

CLIVE HAMILTON
spécialiste et auteur

d'*Epoch Times*, le Parti communiste chinois (PCC) qualifie ses partenariats municipaux de « diplomatie citoyenne ».

M. Heng affirme que l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC), chargée de promouvoir les jumelages entre les villes chinoises et étrangères, compte dans ses rangs de hauts responsables du Parti et « est un mandataire du ministère chinois des Affaires étrangères ».

« Ainsi, en plus de l'ambassade et du consulat officiels, les agences des Affaires étrangères du PCC ont aus-

si une organisation quasi-diplomatique qui n'est pas sur la liste des envoyés diplomatiques ni réglementée par les gouvernements étrangers », dit-il.

Selon M. Heng, la ville jumelée peut être « cooptée » pour mener des actions qui servent les intérêts du PCC en gardant profil bas. Cela inclut le « travail de Front uni », un terme utilisé par le PCC pour désigner les efforts d'influence de personnes et d'organisations à l'étranger, explique-t-il.

L'influence du PCC

Les spécialistes Clive Hamilton et Mareike Ohlberg écrivent dans leur nouveau livre *Hidden Hand* que les dirigeants chinois utilisent les jumelages entre les villes pour construire des relations personnelles. Celles-ci sont donc ensuite « utilisées comme une arme » dans l'éventualité d'activités allant à l'encontre des intérêts du PCC, comme des accords avec Taïwan ou des rencontres avec le Dalai-Lama.

Le PCC utilise la stratégie « se servir de la campagne pour encercler les villes », notent les auteurs. Cette stratégie remonte à l'époque précédant

sa prise du pouvoir en 1949, lorsqu'il s'est replié sur la campagne et a entouré les villes dans sa lutte contre le parti nationaliste rival.

« Le slogan ne doit pas être compris uniquement au sens littéral. L'idée est d'aller dans les régions où les ennemis du PCC sont faibles ou mal représentés, de rallier la population, puis de l'utiliser pour encercler les bastions ennemis », indique le livre.

Les liens avec ces politiciens locaux peuvent être utilisés pour faire pression sur les gouvernements nationaux.

En 2010, Richard Fadden, alors à la tête du Service canadien du renseignement de sécurité, a déclaré qu'un certain nombre de politiciens provinciaux et municipaux au Canada étaient soupçonnés d'être sous l'influence de gouvernements étrangers.

D'autres experts en sécurité et analystes de la Chine soutiennent également cette position. « Le PCC identifie méticuleusement les centres du pouvoir politique, économique et culturel, et les personnes les plus puissantes dans ces domaines », a déclaré M. Hamilton, professeur d'éthique publique à l'université Charles Sturt de Canberra, à *Epoch Times* lors d'une précédente interview.

« Il tentera ensuite de créer un profil de chaque personne et de trouver un moyen de les approcher pour les attirer dans le monde du PCC. »

M. Hamilton a déclaré que le PCC est très habile pour « déguiser ses opérations », en se cachant derrière des idées telles que les « échanges entre les peuples » ou la « coopération gagnant-gagnant et la création de liens économiques ».

« La plupart des élites elles-mêmes sont dupées par cette stratégie, parce que le PCC joue sur leurs faiblesses. Il fait appel à leurs désirs et à leurs espoirs. »

Avec le reportage de Cathy He

FOURNIE À EPOCH TIMES

大庆外事办百名海外人才涵养				
序号	姓名	专业特长	毕业院校和工作单位	联系
1	胡	国际交流	澳大利亚国际商会	
2	Per	前市长	澳大利亚珀斯市	
3	TOU	亚大ordinator主任	澳大利亚环球商务公司	
4	PEI	前市长	澳大利亚珀斯市	
5	LI	市长	澳大利亚珀斯市	
6	FRAN	国际部主任	澳大利亚珀斯市	
7	李	警官警训主任(历史)	澳大利亚昆士兰科技大学	188
8	史	林学博士	澳大利亚新南威尔士州林业研究所	
9	elal	商务促进经理	英国阿伯丁市	
10	GORD	主任	英国阿伯丁市	
11	BAR	市长	英国阿伯丁市	

Une partie de la liste tenue par le bureau des Affaires étrangères de Daqing, partiellement éditée pour protéger les identités.



Le logo de l'application TikTok le 21 novembre 2019

INFILTRATION CHINOISE

La guerre silencieuse de la Chine communiste contre l'Occident

SUITE DE LA UNE

Pendant des années, le géant canadien des télécommunications Nortel, qui a déclaré faillite en 2009, a fait l'objet de vols massifs d'adresses IP par des pirates informatiques chinois, selon l'ancien conseiller principal en sécurité de la société, Brian Shields. Selon M. Shields, le vol d'adresses IP aurait été exécuté pour le compte du géant chinois des télécommunications Huawei, dont la prospérité sur les marchés mondiaux a commencé à croître à peu près au moment où Nortel faisait faillite.

Dans un récent discours, le chef d'État-Major de la Défense britannique, le général Sir Nick Carter, a déclaré que Pékin vise à vaincre l'Occident « en attaquant sous le seuil de ce qui déclencherait une réponse de guerre ».

Par exemple, le régime chinois a « eu recours à des technologies et des tactiques devançant le droit international pour éviter qu'elles soient identifiées comme des conflits selon les définitions actuelles du droit international », a déclaré le général Carter.

Pour contrer la menace, les forces armées britanniques ont adopté un nouveau « concept opérationnel intégré », selon le général Carter. Cette stratégie, qui marque un tournant dans la pensée militaire, est une réponse aux progrès technologiques et aux tactiques non traditionnelles utilisées par ses adversaires.

Un rapport de 2018 sur un atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité indique que Pékin utilise une « stratégie multidimensionnelle visant à amener la Chine à asseoir sa domination sur le monde ».

« Cette stratégie combine une diplomatie très active, des ententes économiques asymétriques, de l'innovation technologique et des dépenses militaires toujours plus importantes », indique le rapport.

Le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR), chargé d'exercer une veille en matière de sécurité nationale, a déclaré dans son rapport de 2019 que Pékin maintient « des activités d'ingérence étrangère substantielles et soutenues » au Canada. Ces activités consistent notamment à cibler la diaspora, à chercher

à corrompre les processus politiques, à manipuler les médias canadiens et à influencer le discours en sa faveur sur les campus canadiens.

Le comité a signalé des menaces similaires dans son rapport de 2018, déclarant que la Chine mène « des activités d'espionnage et d'influence étrangère au Canada ». Le rapport ajoute que la Chine est un acteur étranger des plus actifs pour tenter d'accéder aux réseaux du gouvernement canadien et aux communications des fonctionnaires fédéraux. Selon le député conservateur Garnett Genuis, les efforts constants du régime chinois et d'autres acteurs non étatiques pour influencer les élites et contrôler les institutions démocratiques à leurs propres fins sont la plus grave menace à la sécurité du monde libre.

« Il est nécessaire de reconnaître plus largement le risque [...] de reconnaître le fait que les élites à tous les niveaux sont sujets à ce genre de cooptation – qu'il s'agisse de commissions scolaires, de maires de petites villes, de recteurs d'université, de députés – il y a beaucoup de tentatives d'influence », a déclaré M. Genuis, membre de l'Alliance interparlementaire sur la Chine, un groupe international et multipartite de législateurs, dans une récente entrevue.

Le député libéral John McKay qualifie la Chine de « puissance coloniale du 21^e siècle ».

« [...] même s'il ne s'agit pas d'une guerre froide, il s'agit à certains égards d'une guerre asymétrique – qui vise la propriété intellectuelle, le milieu universitaire, le commerce, les droits de la personne et presque toute la panoplie d'éléments relationnels entre deux pays – dans laquelle la Chine s'engage en affichant ses visées coloniales », a déclaré M. McKay, président du Comité permanent de la sécurité publique et nationale, lors d'une session parlementaire en décembre 2019.

Les tactiques

Si certaines des tactiques de Pékin, telles que son long historique de vol de propriété intellectuelle et ses pratiques commerciales déloyales, sont plus évidentes, d'autres, qualifiées par les responsables chinois de « puissance douce », sont plus difficiles à détecter. C'est le cas des Instituts Confucius, soute-

nus par le PCC, qui s'infiltrent et opèrent sur les campus universitaires et collégiaux au Canada et dans d'autres pays afin de redorer l'image du régime. Ils visent également à avancer un objectif de politique étrangère dans lequel le régime sera à la fois une superpuissance économique et culturelle.

D'autres exemples sont plus flagrants, comme celui d'un ancien directeur du département de chimie de l'Université Harvard, récemment inculpé pour avoir fait de fausses déclarations au sujet de subventions reçues de la Chine, et celui d'un citoyen chinois aux États-Unis reconnu coupable d'espionnage économique, de vol de secrets commerciaux et de conspiration.

Le Canada n'a pas décidé s'il interdirait Huawei sur ses réseaux 5G.

Dans ce dernier cas, un dénommé Hao Zhang, 41 ans, a été jugé coupable d'avoir tenté de voler des secrets commerciaux à deux entreprises américaines « au profit de la République populaire de Chine », selon le ministère américain de la Justice. Hao Zhang a volé des informations liées aux performances des appareils sans fil.

Le programme Mille Talents – l'un des programmes de recrutement de talents, ou de « cerveaux », les plus connus du PCC –, encourage le vol de propriété intellectuelle des institutions gouvernementales, selon le FBI. En offrant des salaires compétitifs, des installations de recherche de pointe et des titres honorifiques, ces programmes attirent les talents de l'étranger vers la Chine, « même si cela implique le vol d'informations exclusives ou la violation de contrôles à l'exportation pour y parvenir », déclare le FBI.

Dans un article du mois d'août, le *Globe and Mail* a déclaré avoir trouvé au moins 15 universitaires canadiens qui ont participé au programme Mille Talents. Il s'agit d'experts en informatique quantique, en électronique et en ingénierie de pointe, en vaccin, en chimie et en intelligence artificielle.

Pour mener ses opérations d'influence à l'étranger, le PCC fait principalement appel à son « Département de travail du Front uni ». Cette unité coordonne des milliers de groupes pour mener des opérations d'influence politique à l'étranger, réprimer les mouvements

dissidents, recueillir des renseignements et faciliter le transfert de technologies d'autres pays vers la Chine, selon un rapport de juin de l'Australian Strategic Policy Institute.

En 2018, le directeur du FBI, Christopher Wray, a déclaré que son bureau tente de considérer le danger posé par la Chine « comme une menace non seulement pour l'ensemble du gouvernement, mais aussi pour l'ensemble de la société ». Pour la contrer, M. Wray a suggéré que les États-Unis déploient une « réponse à l'échelle de la société ».

Les autorités américaines commencent également à se rendre compte des menaces posées par les géants chinois des télécommunications Huawei et ZTE. En juin, la Commission fédérale des communications (FCC) a officiellement désigné Huawei et ZTE comme des menaces à la sécurité nationale, interdisant ainsi que ces fournisseurs utilisent le Fonds de service universel de la FCC, doté d'une enveloppe de 8,3 milliards de dollars par an, pour acheter ou modifier leurs équipements ou services produits ou fournis.

On a aussi découvert récemment que TikTok, une entreprise chinoise connaissant une croissance fulgurante en Amérique du Nord, lisait secrètement les données du presse-papiers de ses utilisateurs, bien que l'application prétende maintenant avoir remédié à la situation. Zoom suscite des préoccupations similaires, des chercheurs du Citizen Lab de l'Université de Toronto ayant découvert que des clés de cryptage étaient transmises à des serveurs en Chine. Selon des documents judiciaires récemment rendus publics par des procureurs fédéraux américains, un dirigeant de Zoom aurait collaboré avec les autorités chinoises pour fournir des données sur des utilisateurs hors de Chine.

Cet été, Washington a annoncé qu'il interdisait TikTok ainsi que le média social chinois WeChat, invoquant des problèmes de sécurité nationale. TikTok est maintenant dans une course contre la montre pour vendre ses activités américaines à une entreprise américaine, et les deux sociétés ont lancé des poursuites judiciaires pour contrer leur bannissement.

Pendant ce temps, le Canada n'a pas décidé s'il interdirait Huawei sur ses réseaux 5G. Trois des cinq alliés du Canada du groupe de renseignement Five Eyes – les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande – l'ont déjà interdit, tandis que le Royaume-Uni a établi un plan pour le bannir progressivement.

Comment les données chinoises de 2 millions de personnes, dont des Canadiens, servent la « guerre sans limites » de Pékin

SUITE DE LA UNE

La liste comprend des Canadiens influents dans les domaines de la politique, de la technologie et du commerce, et même des enfants de politiciens, dont la fille de 11 ans de M. Trudeau, selon le *Globe and Mail*. Le *Globe* fait partie d'un consortium international de médias ayant obtenu la liste.

La fuite des données de Zhenhua n'offre qu'un aperçu de l'ensemble des activités de collecte de données du régime.

« La portée va au-delà de la compréhension de la plupart des gens », a déclaré Casey Fleming, PDG de la société de renseignement et de stratégie de sécurité BlackOps Partners.

Selon M. Fleming, les renseignements recueillis sont utilisés pour soutenir les opérations de « guerre hybride sans limites » du régime chinois. Cela comprend l'espionnage, les campagnes d'influence secrètes à l'étranger et le vol d'innovations

et de technologies militaires.

Michael Shoebridge, directeur de la défense, de la stratégie et de la sécurité nationale au sein du groupe de réflexion Australian Strategic Policy Institute, a comparé la base de données à une simple balle en plastique dans une grande cuve à balles. Cet ensemble de données serait combiné aux données d'autres entités chinoises pour être utilisées dans une série d'opérations visant à promouvoir les intérêts du régime.

Des dossiers sur 2,4 millions de personnes

L'entreprise chinoise Shenzhen Zhenhua Data Technology a constitué la base de données à partir des fichiers de 2,4 millions de personnes, en provenance principalement de sources libres, telles que les médias sociaux et les données en ligne, mais dont une partie importante des informations n'était pas accessible au public. Une reconstruction d'environ 10 % de la base

de données par la société australienne de cybersécurité Internet 2.0 a révélé qu'elle comprend des dossiers de quelque 52 000 Américains, 35 000 Australiens, 9700 Britanniques et 5000 Canadiens, selon ABC News.

Le but ultime de la guerre hybride sans limites, selon M. Fleming, est de « détruire la démocratie [pour préparer] la domination mondiale du communisme chinois ».

En réponse à *The Guardian*, Zhenhua a affirmé qu'« il n'existe pas de base de données de 2 millions de personnes » et a nié tout lien avec le gouvernement ou l'armée chinoise. Elle a également assuré que ses clients sont « des organismes de recherche et des groupes d'affaires ».

Les experts ont indiqué à *Epoch Times* ne pas être surpris d'un tel déni.

Selon M. Shoebridge, cette déclaration « ne peut être prise au pied de la lettre », puisque les lois chinoises obligent les entreprises du pays à aider les agences de sécurité et du renseignement chinoises et exigent de nier publiquement qu'elles le font.

Une guerre hybride sans limites

La guerre hybride sans limites fait référence à une stratégie qui consiste à utiliser des tactiques non conventionnelles pour atteindre des objectifs de guerre sans engager de combat réel.

Le but ultime de cette stratégie, selon M. Fleming, est de « détruire la démocratie [pour préparer] la domination mondiale du communisme chinois ».

Avec les dossiers de Cathy He

L'influence du PCC sur les institutions internationales

Des dirigeants du Parti communiste chinois, actuels et anciens, occupent des postes clés dans les organisations internationales

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

Ren Minghui, *sous-directeur général pour les maladies transmissibles*
Ren Minghui a travaillé pendant près de trois décennies au ministère de la Santé du PCC avant de rejoindre l'OMS. Il a été directeur général de la coopération internationale à la Commission nationale de la population et du planning familial du PCC.



ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)

Wang Binying, *directrice générale adjointe du secteur des marques et de la conception*
Wang Binying a travaillé au ministère de la Communication et des Transports du PCC, après quoi elle a rejoint l'Administration générale de l'État pour l'industrie et le commerce du PCC.



ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)

Wenjian Zhang, *sous-secrétaire général*
Wenjian Zhang était auparavant directeur général du Centre national de météorologie satellitaire du PCC, ainsi qu'administrateur adjoint de l'Administration météorologique du PCC. M. Wenjian était responsable de l'élaboration du plan décennal du programme chinois de satellites météorologiques.



CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES (CDH)

Jiang Duan, *représentant de l'Asie-Pacifique, groupe consultatif du Conseil*
Jiang Duan était auparavant diplomate chinois et ministre de la Mission de la Chine auprès des Nations unies à Genève.



UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT)

Zhao Houlin, *secrétaire général*
Avant de rejoindre l'UIT, Zhao Houlin était ingénieur à l'Institut de conception du ministère des Postes et Télécommunications du PCC. Il a aidé le PCC à créer des normes de télécommunication et des plans nationaux.



ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (OACI)

Liu Fang, *secrétaire générale*
Liu Fang a occupé un certain nombre de postes clés, dont ceux de directrice et de directrice générale adjointe, à l'Administration générale de l'aviation civile de Chine pendant une période de 20 ans. M^{me} Liu a été la négociatrice en chef des accords de transport bilatéraux et multilatéraux du PCC.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)

Li Yong, *directeur général*
Li Yong a été vice-ministre au ministère des Finances du PCC et membre du comité de politique monétaire de la Banque populaire de Chine. Li Yong a également été le premier secrétaire de la Mission chinoise auprès des Nations unies.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (ONUAA)

Qu Dongyu, *directeur général*
Qu Dongyu était le vice-ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales du PCC. Il a également été le vice-gouverneur de la région autonome de Ningxia Hui et le vice-président de l'Académie chinoise des sciences agricoles.



DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ONU (DESA)

Liu Zhenmin, *secrétaire général adjoint*
Liu Zhenmin était auparavant vice-ministre des Affaires étrangères de la Chine. Il a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères du PCC en 1982. Il a également été ambassadeur et représentant permanent à la Mission du PCC auprès des Nations unies à Genève.



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE (CIJ)

Xue Hanqin, *vice-présidente*
Xue Hanqin était l'ambassadrice de Chine au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Elle était également membre des délégations chinoises lors des négociations de traités dans des domaines du droit international tels que l'espace, les droits de l'homme, la sécurité nucléaire, le droit de la mer, le droit pénal international et les privilèges et immunités diplomatiques.



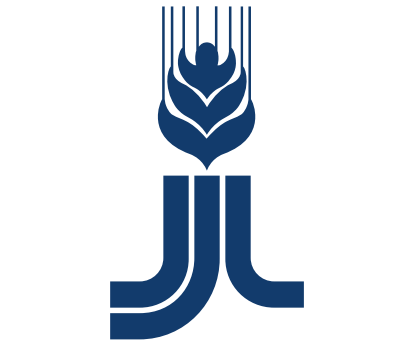
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

Liu Jian, *chef scientifique de l'ONU pour l'environnement et directeur par intérim de la division scientifique*
Auparavant, Liu Jian était directeur général adjoint du Bureau des ressources et de l'environnement de l'Académie chinoise des sciences, l'académie nationale des sciences naturelles du PCC.



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (PNUEH)

Yang Rong, *officier responsable, division des programmes régionaux*
Yang Rong était le directeur général du département de l'efficacité énergétique des bâtiments et des sciences et des technologies au ministère du Logement et du Développement urbain-rural du PCC. Il a également été le représentant permanent adjoint de la Mission du PCC auprès de l'ONU-Habitat.



FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

Wu Guoqi, *vice-président associé, département des services aux entreprises*
Wu Guoqi a précédemment travaillé pour le ministère des Finances du PCC à divers postes, dont celui de chef de la division G20/BRICS.



ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT)

Zhu Shanzhong, *directeur exécutif*
Zhu Shanzhong était auparavant vice-président de l'Administration nationale du tourisme du PCC, qui a depuis été dissoute. En tant que vice-président, il a supervisé la composition et l'édition de documents touristiques clés tels que la planification du tourisme entrant en Chine et le 12^e plan quinquennal de construction de l'information touristique.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Zhang Tao, *directeur général adjoint*
Zhang Tao était auparavant le gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine. Il a également occupé d'autres postes élevés au sein de la banque, notamment ceux de directeur général du Département des affaires juridiques, de directeur général du Département international et de directeur général du Département des enquêtes financières et des statistiques.



BANQUE MONDIALE (BM)

Yang Shaolin, *directeur général et chef de l'administration du groupe de la Banque mondiale*
Yang Shaolin a occupé le poste de directeur général du Département de la coopération économique et financière internationale au ministère des Finances du PCC.



BANQUE MONDIALE (BM)

Hua Jingdong, *vice-président et trésorier*
Hua Jingdong travaillait auparavant à la National Chemical Construction Corporation de Chine. La société mère de la société est China National Chemical Engineering Group Corp., une entreprise d'État.



BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAII)

Jin Liquan, *président*
Auparavant, Jin Liquan a passé près de deux décennies au ministère des Finances du PCC, atteignant le rang de vice-ministre.



BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAII)

Zhang Wencai, *directeur pour la Chine*
Zhang Wencai occupe actuellement le poste de directeur général du département de la coopération économique et financière internationale au ministère des Finances du PCC. Il a occupé divers postes de haut niveau au sein du ministère des Finances du PCC, notamment celui de directeur général du département de la coopération économique extérieure.



BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Chen Shixin, *vice-président des opérations*
Chen Shixin a précédemment dirigé le Département de la coopération économique et financière internationale au ministère des Finances du PCC.



BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Cheng Zhijun, *directeur exécutif pour la Chine*
Cheng Zhijun était le directeur général adjoint du Département de la coopération économique et financière internationale au ministère des Finances du PCC. Il a également occupé le poste de directeur général adjoint du département des finances du même ministère.



BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

Yi Gang, *gouverneur*
Yi Gang est en même temps gouverneur de la Banque populaire de Chine. Auparavant, il a été vice-gouverneur de la banque et directeur de l'Administration d'État des changes.



NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT (NBD)

Zhu Xian, *vice-président et directeur des opérations*
Zhu Xian a travaillé auparavant au ministère des Finances du PCC en tant que directeur général du département international. Il a également travaillé dans d'autres départements, notamment les finances extérieures, les opérations de la Banque mondiale et la gestion de la dette souveraine.



NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT (NBD)

Liu Kun, *gouverneur*
Liu Kun représente le PCC au Conseil des gouverneurs de la NBD. Il est également ministre des Finances du PCC. Auparavant, il a été directeur de la Commission des affaires budgétaires de l'Assemblée populaire nationale, vice-ministre des Finances et vice-gouverneur de la province de Guangdong.



ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Yi Xiaozhun, *directeur général adjoint*
Yi Xiaozhun était auparavant ministre adjoint du PCC, puis vice-ministre du Commerce chargé des négociations et de la coopération commerciales multilatérales et régionales. Il a également été diplomate à l'ambassade de Chine aux États-Unis pendant plus de quatre ans.



ORGANE D'APPEL DE L'OMC

Zhao Hong, *membre*
Zhao Hong a été vice-présidente de l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique, un institut de recherche dépendant du ministère du Commerce du PCC. Elle a également été commissaire aux négociations commerciales au sein du Département des affaires de l'OMC du ministère du Commerce du PCC.



AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Yang Dazhu, *directeur général adjoint et chef de la coopération technique*
Yang Dazhu a été le directeur général de la coopération internationale du PCC à l'Agence de l'énergie atomique de Chine. Il a également occupé le poste de ministre-conseiller de la Mission permanente de la Chine auprès de l'AIEA.



ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)

Chen Kai, *directeur des relations extérieures*
Chen Kai a auparavant occupé des postes au sein du ministère des Affaires étrangères du PCC et a également été le représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'OIAC. Il a aussi été vice-président et secrétaire général de la China Arms Control and Disarmament Association (association pour la maîtrise des armements et le désarmement).

OPINION

Les liens entre l'élite et les dirigeants

SUITE DE LA UNE

Nous voyons les répercussions aujourd'hui, alors qu'Ottawa continue de tergiverser face aux hostilités de Pékin qui tient les Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor en otage, bloque les importations canadiennes, persécute le peuple chinois et déstabilise la scène mondiale.

Définir un cap

En 1970, le gouvernement du premier ministre Pierre Elliott Trudeau a été l'un des premiers gouvernements occidentaux à établir des relations diplomatiques avec le Parti communiste chinois (PCC) et à le reconnaître en tant que dirigeant légitime de la Chine, pavant la voie à l'établissement de relations entre Pékin et d'autres pays occidentaux, et permettant au PCC de joindre des organisations internationales.

L'établissement de relations avec la Chine communiste et son adhésion aux Nations unies a été l'un des principaux objectifs de politique étrangère de Trudeau père, après être devenu premier ministre en 1968.

Lors d'une conférence de propagande à Moscou en 1952, bien avant de devenir premier ministre, M. Trudeau, alors figure militante québécoise, aurait déclaré à l'épouse du chargé d'affaires américain qu'il est communiste et catholique, et est venu à Moscou pour condamner les États-Unis et faire l'éloge de l'Union soviétique, selon l'ouvrage *The Truth About Trudeau* de Bob Plamondon publié en 2013.

Se référant à cet épisode, le chroniqueur et auteur Mark Milke a écrit dans le *Maclean's* qu'« en 1952, [Trudeau] n'était peut-être pas vraiment communiste, mais ses remarques ont révélé une inclination [...] à faire fi de la brutalité des pays communistes ».

En 1949, dans sa jeunesse, M. Trudeau s'était rendu en Chine puis, de nouveau en 1960, dans le cadre d'un voyage financé par le régime. Il a coécrit une chronique de ce dernier voyage avec Jacques Hébert dans leur ouvrage *Deux Innocents en Chine rouge*.

Au cours de leur visite, les deux hommes ont été témoins de l'une des périodes les plus sombres du régime communiste, soit le Grand Bond en avant, comme l'indique un article du *Globe and Mail*. Au cours de cette période, de 1958 à 1962, le président Mao Zedong, désireux d'industrialiser rapidement la Chine, a forcé les paysans à produire de l'acier plutôt que des cultures – ceux ne s'y conformant pas pouvant être torturés, voire tués. Des dizaines de millions de Chinois sont morts de faim au cours du Grand Bond en avant.

Cependant, dans leur ouvrage, MM. Trudeau et Hébert écrivent : « Nous sommes convaincus d'assister au début d'une révolution industrielle. »

En 1973, lors de sa visite officielle en Chine comme premier ministre, M. Trudeau a rencontré Mao et le premier ministre Zhou Enlai et a fait l'éloge de la gouvernance du régime, affirmant que « par rapport à tous les systèmes sociaux chinois précédents, [le leur] s'efforce d'assurer la dignité humaine et l'égalité des chances au peuple chinois ».

M. Trudeau a tenu ces propos au moment où Mao menait sa désastreuse et sanglante révolution culturelle : selon les estimations, il y avait entre des centaines de milliers et 20 millions de victimes; des millions de Chinois ont été torturés, humiliés, et leur propriété a été saisie.

Face à la pression de Pékin, M. Trudeau a refusé de délivrer les permis permettant à Taïwan de participer aux Jeux olympiques de Montréal en 1976, même si l'équipe était reconnue par le (CIO). Refuser l'entrée d'un pays reconnu par le CIO était sans précédent, et a suscité de fortes objections de la part des États-Unis.

En 2013, lorsqu'on a demandé à Justin Trudeau, alors chef du Parti libéral et aspirant premier ministre, quel parti il admirait le plus, il a répondu : « J'ai un certain niveau d'admiration pour la Chine. Leur dictature de base leur permet de redresser leur économie en un clin d'œil. »

Liens entre corporations

Derrière certains des efforts de lobbying les plus agressifs se trouve une poignée de grandes entreprises ayant des activités commerciales importantes en Chine.

Power Corporation, la société de services financiers de plusieurs milliards de dollars basée à Montréal, a été décrite comme « le premier gardien des relations officielles [du Canada] avec la Chine » par l'auteur Jonathan Manthorpe dans son livre *Claus of the Panda* paru en 2019.

En 1968, la société est passée aux mains de Paul Desmarais père, et a été dirigée par ses fils Paul Desmarais fils et André Desmarais, qui ont été co-chefs de la direction jusqu'à l'année dernière, lorsqu'ils ont annoncé qu'ils quittaient leurs fonctions, mais restaient président et président délégué.

Certaines personnalités les plus influentes du Canada ont des liens avec Power Corporation, dont quatre anciens premiers ministres.

La fille de l'ancien premier ministre Jean Chrétien est mariée à André Desmarais. Jean Chrétien, Pierre Elliott Trudeau et l'ancien premier ministre Brian Mulroney ont tous été membres du conseil consultatif de Power Corporation, après avoir



CP PHOTO

quitté leurs fonctions ministérielles. L'ancien premier ministre Paul Martin a été président d'une filiale de la société, Canada Steamship Lines, qu'il a ensuite rachetée avec un partenaire dans les années 1980.

En 2019, M. Chrétien a déclaré que le ministre de la Justice du Canada devrait user de son autorité pour empêcher l'extradition de la dirigeante de Huawei, Meng Wanzhou, arrêtée à Vancouver en 2018, à la suite d'une demande d'extradition des États-Unis. M. Mulroney a conseillé que Jean Chrétien et André Desmarais soient envoyés en Chine au nom du Canada pour négocier la libération des deux Canadiens arrêtés par Pékin, en représailles à l'arrestation de Meng Wanzhou. Dans un revirement de position, M. Mulroney a déclaré regretter ses propos, affirmant au *Globe and Mail* que le Canada devrait revoir ses relations avec la Chine.

Power Corporation est un membre fondateur du conseil d'affaires Canada-Chine (Canada-China Business Council, CCBC), qui a été dirigé par Paul Desmarais père. Le magnat des affaires a un jour déclaré que Mao était l'une des quatre figures historiques qu'il respectait le plus.

Le conseil d'affaires Canada-Chine

La CCBC travaille au renforcement des relations avec la Chine et a compté dans ses rangs d'anciens politiciens ou politiciens en devenir.

Paul Desmarais père a été le président fondateur de la CCBC. Son fils André Desmarais est un président d'honneur de l'organisation, et son fils Olivier en est le président actuel.

Le CCBC, anciennement appelé le Conseil commercial Canada-Chine, a été fondé en 1978 par huit grandes sociétés canadiennes et la société d'État chinoise CITIC.

La moitié des membres fondateurs canadiens – Power Corporation, BMO Groupe financier, Bombardier et SNC-Lavalin – sont basés à Montréal. Les autres membres fondateurs sont la Barrick Gold Corporation, Exportation et développement Canada, la Financière Manuvie et la Financière Sun Life, cette dernière était basée à Montréal jusqu'en 1978.

Selon *Claws of the Panda*, les membres fondateurs du CCBC « sont devenus un lobby persuasif pour le renforcement des relations avec la Chine, les avantages du commerce étant considérés comme primordiaux ».

La communauté des affaires Canada-Chine entretient des liens étroits avec un dirigeant chinois autrefois puissant, Bo Xilai.

Bo Xilai a été une étoile montante du PCC, jusqu'à ce qu'il soit démis de ses fonctions de chef du parti de la mégapole Chongqing, à la suite d'une révélation du fonctionnaire de Chongqing, Wang Lijun. Ce dernier a révélé au consulat américain de Chengdu l'implication de Bo Xilai et sa femme Gu Kailai, dans le meurtre d'un homme d'affaires britannique.

Bo Xilai faisait partie d'une faction loyale à l'ancien leader chinois Jiang Zemin, un rival de l'actuel leader Xi Jinping. Selon certains témoignages, Bo et d'autres dirigeants de la faction de Jiang Zemin auraient comploté pour renverser Xi Jinping, c'est une des raisons pour lesquelles Bo Xilai a été écarté du pouvoir.

Bo Xilai et sa femme Gu Kailai ont tous deux été fortement impliqués dans le prélèvement forcé d'organes sur les prisonniers d'opinion du Falun Dafa, cautionné par l'État chinois.

M. Chrétien a un jour qualifié Bo Xilai de « vieil ami », et Sergio Marchi, ancien ministre libéral du Commerce et ancien président de la CCBC, l'a qualifié de « l'un de nos principaux ponts », selon le *Globe and Mail*.



Les Canadiens Michael Kovrig (en haut) et Michael Spavor, en détention en Chine, depuis décembre 2018

Derrière certains des efforts de lobbying les plus agressifs, se trouve une poignée de grandes entreprises ayant des activités commerciales importantes en Chine.



André Desmarais, fils du fondateur de Power Corporation Paul Desmarais père

Le premier ministre Pierre Elliott Trudeau serre la main du président Mao Zedong, à Pékin, le 13 octobre 1973.

La relation de Bo Xilai avec le milieu des affaires est ancrée dans les liens étroits qu'il avait avec la famille Desmarais.

Le *Globe* a rapporté l'année dernière que le fils de Bo Xilai, Bo Guagua, travaille pour Power Corporation. Mais ces liens remontent à l'époque de Paul Desmarais père et du père de Bo Xilai. Selon le *Globe*, le père de Bo Xilai, Bo Yibo, alors vice-premier ministre du PCC, a rendu visite à Paul Desmarais père dans les années 1970, alors qu'il était en route pour Washington afin de préparer le voyage du président américain Richard Nixon en Chine.

Peu après que Bo Xilai est devenu ministre du Commerce de la Chine en 2004, Power Corporation a été l'une des premières entreprises étrangères autorisées à acheter et vendre des actions libellées en yuans sur les bourses chinoises, selon le *Globe*.

Les liens entre CITIC et Power Corporation

CITIC Group Corporation, le seul membre fondateur du CCBC basé en Chine, est l'une des entités chinoises avec lesquelles Power Corporation entretient des liens étroits. Il s'agit d'une société d'investissement publique créée pour attirer les investissements étrangers en Chine.

Selon *Hidden Hand*, principalement grâce à Paul Desmarais père, CITIC a pu intégrer la CCBC, « et donc les plus hauts niveaux de l'élite des affaires du Canada ».

Le CITIC a été fondé avec l'approbation personnelle de Deng Xiaoping, le chef suprême du régime chinois après la mort de Mao. Son fondateur, Rong Yiren, plus tard vice-président de la République populaire de Chine, était connu comme « le capitaliste rouge ».

Le CITIC est connu pour avoir des liens avec l'armée chinoise et l'appareil d'espionnage chinois.

Wang Jun, qui a été le président de CITIC, était également à la tête du Poly Group, une entreprise d'État chinoise créée comme branche manufacturière de l'Armée populaire de libération. Wang Jun était au centre d'un scandale de dons aux États-Unis dans les années 1990, lorsque le restaurateur de l'Arkansas et donateur du Parti démocrate Yah Lin « Charlie » Trie a utilisé son influence pour que le président de l'époque, Bill Clinton, rencontre Wang Jun, en 1996. À ce moment, la société Poly de Wang Jun faisait l'objet d'une enquête pour commerce illégal d'armes aux États-Unis. Des dirigeants de la société ont été accusés de contrebande d'armes vers les États-Unis dans les mois qui ont suivi.

M. Clinton a avoué plus tard qu'il n'aurait pas dû rencontrer Wang Jun, et le don de 640 000 \$ US de Yah Lin Trie à la Convention nationale démocrate, ainsi que les 460 000 \$ collectés pour la défense juridique de Clinton, ont été restitués dans un contexte de questionnements liés à leur provenance et d'allégations au sujet du rôle de la Chine dans l'affaire.

Un rapport conjoint de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui a fait l'objet d'une fuite en 1997, a accusé le CITIC de se livrer aux mêmes tactiques de trafic d'influence au Canada.

« Le CITIC a répété le geste [comme il l'a fait aux États-Unis] en contribuant aux partis politiques canadiens par le biais de ses filiales canadiennes », note le rapport.

Selon le livre *Les services secrets chinois* par le journaliste senior Roger Faligot, publié en 2019, la direction de CITIC « est connue pour abriter un grand nombre d'agents secrets chinois ».

du Canada, et le régime chinois

Selon *Hidden Hand*, principalement grâce à Paul Desmarais père, CITIC a pu intégrer la CCBC, « et donc les échelons les plus élevés de l'élite des affaires du Canada ».

André Desmarais a été membre du conseil d'administration de CITIC Pacific, une filiale de CITIC, de 1997 à 2014. Au cours de cette période, Power Corporation a pris des participations de CITIC Pacific.

Power Corporation ainsi que sa filiale indirecte, Mackenzie Financial Corporation, détiennent toutes deux 13,9 % des parts de China Asset Management, une filiale de CITIC.

Le CITIC a compté dans ses rangs de nombreux « princes » du PCC – les enfants des dirigeants du Parti – dont Wang Jun, qui est le fils de l'un des huit anciens du PCC, et Bo Xicheng, le frère de Bo Xilai et le fils de Bo Yibo, l'une des plus hautes personnalités du Parti.

Paul Desmarais père et André Desmarais ont rencontré Rong Yiren pour la première fois lors d'une mission d'affaires en Chine, à l'invitation du premier ministre Pierre Elliott Trudeau, selon *La Presse*. Mais avant que Power Corporation n'acquière une participation dans CITIC, la relation Desmarais-Rong avait donné lieu à une contrepartie en 1986, une usine de pâtes et papiers en Colombie-Britannique.

« Développer la relation »

L'ancien premier ministre Brian Mulroney, qui a fourni des services professionnels à Power Corporation à différentes occasions, a également siégé au conseil d'administration de CITIC après avoir quitté ses fonctions. Selon un article du *Globe*, Paul Desmarais père a été l'un des deux principaux mentors de M. Mulroney dans sa jeunesse. Power Corporation faisait régulièrement appel à M. Mulroney comme avocat spécialisé dans le droit du travail.

Selon le livre *Engaging China*, paru en 2014, après une visite officielle en Chine en 1986 en tant que premier ministre, M. Mulroney a écrit : « Il reste beaucoup à faire pour étendre les relations, mais le travail acharné des premiers ministres canadiens successifs, principalement Pierre Trudeau, porte clairement des fruits. »

Alors qu'après le massacre de la place Tiananmen en 1989, la majorité des pays occidentaux ont évité les relations avec Pékin, M. Mulroney a déclaré à Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois de l'époque, que le Canada « serait prêt à s'engager pleinement avec la Chine dans les années à venir », mais devait rester prudent étant donné les préoccupations relatives aux droits de la personne des Canadiens.

M. Mulroney a joué un rôle clé dans l'établissement d'un partenariat entre M. Desmarais et l'entrepreneur Peter Munk pour investir dans des gisements d'or en Chine en 1994, un an après la fin de son mandat de premier ministre. Lors d'un voyage en Chine, M. Munk a été impressionné par le fait que M. Mulroney ait pu organiser un dîner avec Zhu Rongji, alors à la tête de la banque centrale chinoise, sans qu'ils n'auraient pu avoir accès aux gisements.

« C'est un bon exemple illustrant comment Brian utilise ses relations et ses contacts, et les transforme en opportunités commerciales internationales pour les entreprises avec lesquelles il est impliqué », a déclaré M. Munk au *Globe*.

Le virage pro-Pékin

Sous la gouverne de M. Chrétien, le Canada est devenu beaucoup plus pro-Pékin.

M. Chrétien a déclaré un jour au média d'État chinois CGTN avoir visité la Chine « de nombreuses fois » lorsqu'il était premier ministre.

« Pendant les dix années où j'ai été premier ministre, j'ai rencontré le président de la Chine 17 fois. J'étais donc proche de la Chine », a déclaré M. Chrétien à *CGTN*. Jiang Zemin était à la tête de la Chine durant le mandat de M. Chrétien, il est arrivé au pouvoir après le massacre de la place Tiananmen – le précédent leader, Zhao Ziyang, ayant été jugé trop sympathique au mouvement de protestation. En 1999, Jiang Zemin a lancé une campagne de persécution brutale contre la discipline de méditation traditionnelle Falun Dafa.

Après le massacre de la place Tiananmen en 1989, M. Chrétien a été l'un des premiers dirigeants à sortir la Chine de son isolement, relançant les relations avec Pékin.

En 1994, M. Chrétien a effectué une visite commerciale en Chine, en compagnie de premiers ministres, de responsables des affaires étrangères et de quelque 400 chefs d'entreprises. La délégation a signé des accords commerciaux d'une valeur de 9 milliards de dollars pendant son séjour.

Avant le voyage, M. Chrétien et d'autres



« Pendant les dix années que j'ai été premier ministre, j'ai rencontré le président de la Chine 17 fois. J'étais donc proche de la Chine. »

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE
JEAN CHRÉTIEN
en entrevue au média d'État chinois CGTN

APPHOTO/ANDREW WONG, POOL



Le premier ministre Jean Chrétien rencontre le leader chinois Jiang Zemin, avant leurs négociations bilatérales, à Shanghai, le 20 octobre 2001.

Deux hommes discutent près des bureaux de CITIC Pacific, à Hong Kong. En 1997, Power Corporation a acquis une participation importante de CITIC Pacific, une filiale de CITIC, et André Desmarais a été membre de son conseil d'administration de 1997 à 2014.



fonctionnaires ont déclaré qu'ils profiteraient de la visite pour discuter de la question des droits de la personne. Mais cette question a été mise de côté, note un article de *Maclean's*.

« Nous ne pratiquons pas la diplomatie du mégaphone, mais nous ne pratiquons pas non plus la diplomatie du paillason », avait déclaré à l'époque un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à *Maclean's*.

L'article note que c'est lors d'une réunion avec le premier ministre chinois Li Peng que M. Chrétien a été le plus proche de discuter de la question.

« M. Chrétien a soulevé la question si brièvement qu'un responsable du ministère chinois des Affaires étrangères a ensuite insisté sur le fait qu'elle n'avait pas du tout été abordée, et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse John Savage, qui était présent à la réunion, ne se souvenait pas au départ d'une quelconque mention du sujet », indique l'article.

Lors d'un voyage en Chine en 2014, Philippe Couillard, alors premier ministre libéral du Québec, a déclaré qu'il n'aborderait pas la question des droits de la personne, disant : « Vous devez écouter le point de vue de vos hôtes sur ces questions. »

Après avoir mené une autre délégation en Chine en 2018, au cours de laquelle il a signé 40 accords d'une valeur de 262 millions de dollars, M. Couillard a déclaré ne pas avoir voulu « faire échouer » la mission avec des « commentaires malavisés », et que les autres ne devraient pas « dicter à la Chine comment ils doivent se gouverner à l'intérieur ».

L'ancien premier ministre Jean Charest, a critiqué le gouvernement Harper en 2014 pour ne pas avoir été plus énergique dans ses liens commerciaux avec la Chine.

M. Charest fournit actuellement des services de conseil à Huawei pour aider l'entreprise dans le cas d'extradition de M^{me} Meng et dans sa candidature au réseau 5G du Canada. Les noms de l'ancien premier ministre et de l'ancien conseiller politique de M. Chrétien, Eddie Goldenberg, figuraient parmi d'autres politiciens canadiens dans un dossier sur les influenceurs canadiens clés que Pékin a fourni à Huawei pour promouvoir ses intérêts au Canada, selon le *Globe* qui en a obtenu une copie.

Pendant le mandat de M. Chrétien, le Canada a retiré son soutien à une résolution des Nations unies qui censurait la Chine pour des violations des droits de la personne en 1997. Au lieu de cela, toute discussion sur les droits de la personne était réservée à des réunions privées, où les représentants chinois se contentaient de balayer le sujet.

En 1997, Power Corporation a acquis une participation importante dans la filiale de CITIC, CITIC Pacific, et André Desmarais est devenu membre de son conseil d'administration.

M. Chrétien a également soutenu l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui a contribué à enrichir les caisses du régime.

Paul Martin, devenu premier ministre ensuite, a maintenu la politique de son prédécesseur. En 2005, lors d'un voyage du leader chinois Hu Jintao au Canada, les deux ont convenu d'établir un « partenariat stratégique » entre les deux pays.

Certaines des plus grosses commandes pour l'entreprise de construction navale de Paul Martin avant qu'il ne devienne premier ministre provenaient de Chine. Selon un article publié dans le *Walrus*, en 1995, sa société Canada Steamship Lines a commandé trois nouveaux navires auto-déchargeurs aux chantiers navals de Jiangnan, propriété de l'État chinois.

Renouer des liens étroits

Lorsque Stephen Harper est devenu premier ministre en 2006, la politique du Canada à l'égard de la Chine a considérablement changé, M. Harper dénonçant les violations des droits de la personne de Pékin. Il a également refusé d'aller aux Jeux olympiques de Pékin en 2008.

Cependant, dans les dernières années de son mandat, il a baissé le ton.

Jonathan Manthorpe écrit dans *Claws of the Panda* que derrière ce changement de ton se trouvait « une importante opération de lobbying, utilisant les agents d'influence du PCC dans les entreprises et les universités pour amener le gouvernement Harper à changer son attitude envers la Chine ».

Après avoir gagné les élections fédérales de 2015, le Parti libéral a presque immédiatement entrepris une politique de rapprochement avec la Chine, envisageant même à un certain moment un traité d'extradition avec le régime.

M. Trudeau s'est rendu en Chine en 2016 et 2017, poursuivant les discussions en vue d'un accord de libre-échange, malgré un déséquilibre commercial de 50 milliards de dollars en faveur de la Chine. Les pourparlers ont échoué en 2017 parce que la Chine

n'a pas voulu prendre en compte les valeurs progressistes dans l'accord.

La même année, le Canada s'est engagé à investir des centaines de millions de dollars dans l'initiative de prestige de Pékin, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, destinée à rivaliser avec d'autres banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale.

Malgré une clause de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) empêchant les pays membres de conclure des accords de libre-échange avec des économies « non marchandes » – une référence évidente à la Chine – en 2018, Justin Trudeau a déclaré qu'Ottawa avait l'intention d'approfondir ses relations commerciales avec le régime communiste chinois.

Le gouvernement libéral a été critiqué par l'opposition et les États-Unis pour avoir permis le rachat de deux entreprises de haute technologie sensibles sur le plan de la sécurité par des entreprises chinoises. L'une était Norsat, une entreprise de communication par satellite basée à Vancouver, et l'autre était ITF Technologies, une entreprise de technologie laser basée à Montréal.

En 2016, la participation de M. Trudeau à des événements où l'on payait pour le rencontrer est devenue une source de controverse après qu'il a été révélé que l'un des invités était Zhang Bin, un conseiller du régime chinois. L'événement a eu lieu au manoir de Benson Wong, président de la Chambre de commerce chinoise de Toronto. Le coût de la participation était de 1500 \$ par personne. Zhang Bin, avec un partenaire, a fait don d'un million de dollars à la Fondation Pierre Elliott Trudeau et à la faculté de droit de l'Université de Montréal, où Pierre Elliott Trudeau avait enseigné.

Le gouvernement libéral a toujours fait preuve de laxisme à l'égard de la Chine. Au-delà des préoccupations liées aux droits de la personne et à la sécurité nationale, l'étroitesse des liens économiques et l'inclusion d'un régime qui enfreint les règles dans les organisations mondiales ont certes profité à certaines entreprises et individus, mais non aux Canadiens. Selon un rapport publié en 2017 par le Centre d'étude des niveaux de vie, entre 2001 et 2011, l'augmentation des importations chinoises a fait perdre entre 150 000 et 170 000 emplois au Canada. Un rapport publié la même année par le Broadbent Institute indique que près de 550 000 emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier depuis 2000 au Canada, environ au moment où la Chine a intégré l'OMC, une décision dont Chrétien était partisan.

Récemment, Ottawa semble avoir haussé le ton avec la Chine, le Premier ministre Justin Trudeau ayant même rappelé Pékin à l'ordre sur sa « diplomatie coercitive ». Or des actions concrètes – ce que veulent les Canadiens, selon un sondage d'Ekos Research en novembre – n'ont pas suivi. Le sondage a montré que 83 % des répondants ont déclaré que le Canada devrait tenir tête à la Chine pour défendre les valeurs canadiennes de respect de l'État de droit et des droits de la personne.

L'affaire a fait scandale, début décembre, lorsque la publication de documents internes du gouvernement a montré qu'Affaires mondiales Canada a fait pression pour que l'armée canadienne maintienne son entraînement avec l'Armée populaire de libération, démontrant la pensée erronée d'Ottawa selon laquelle le régime communiste peut être un partenaire de confiance. Il a fallu que les Américains interviennent pour que le Canada annule l'entraînement pour raison de sécurité.

Le gouvernement libéral n'a toujours pas écarté la possibilité d'inclure l'équipement de Huawei dans les réseaux 5G du Canada, malgré les préoccupations de sécurité des services du renseignement et des États-Unis, qui ont averti qu'ils limiteraient le partage de renseignements avec le Canada advenant qu'il l'autorise. Un sondage réalisé en mai par Research.Co a montré que 75 % des Canadiens ne veulent pas de Huawei dans les réseaux 5G.

En 2020, le ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne s'était engagé à élaborer une nouvelle politique sur la Chine d'ici la fin de l'année. Toutefois, il semble s'être récemment éloigné du nouveau cadre promis, alléguant que la politique « évolue ». Les conservateurs soulignent à juste titre qu'« une politique évolutive ou changeante est contraire à un cadre ».

Selon le chercheur Clive Hamilton, se défaire de l'influence du PCC au Canada est le combat d'une décennie tellement elle est « profonde dans les institutions canadiennes ».

Si nos dirigeants veulent sérieusement faire passer les intérêts des Canadiens avant ceux de quelques membres de l'élite du monde des affaires, ils devraient commencer dès aujourd'hui – et y parvenir bien avant dix ans.

« Menace générationnelle » : Washington prend des

Les États-Unis et d'autres pays prennent des mesures pour faire face à l'hostilité de Pékin

SUITE DE LA UNE

« Les jours de passivité et de naïveté concernant la République populaire de Chine sont terminés », a déclaré M. O'Brien dans un discours en juin dernier au sujet de l'idéologie du PCC et de ses ambitions mondiales, soulignant que « le PCC n'est ni la Chine ni son peuple ».

Selon le département d'État, le PCC « représente la principale menace de notre époque, sapant la stabilité du monde pour servir ses ambitions hégémoniques ». Mike Pompeo s'efforce de créer un bloc qu'il qualifie de « nouveau regroupement de pays d'un même esprit – une nouvelle



▲ Le siège social du FBI à Washington

alliance de démocraties » afin de s'opposer ensemble au régime.

Dans le cadre de la formation de cette

alliance, et aussi pour convaincre les pays d'éviter le géant des télécommunications Huawei pour bâtir leurs réseaux 5G, M. Pompeo a rencontré des responsables de pays alliés, dont le Japon, l'Australie, l'Inde, Israël et des pays européens.

« Ce n'est pas une rivalité entre les États-Unis et la Chine – c'est [une lutte] pour l'âme du monde », a déclaré M. Pompeo au diffuseur public japonais NHK. « Il s'agit de déterminer si ce monde fonctionnera selon un système basé sur des règles internationales, ou s'il sera dominé par un régime totalitaire coercitif comme celui en Chine. »

2000

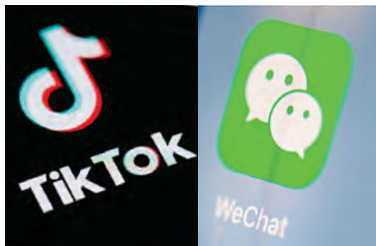
ENQUÊTES

▶ Le FBI a actuellement plus de 2000 enquêtes ouvertes qui ont des liens avec le Parti communiste chinois.

Actions dans le monde pour contrer les menaces de Pékin



Une caméra Hikvision dans un centre commercial de Pékin



Les logos de TikTok et WeChat



Le logo de Huawei



Une enseigne de Wall Street à New York



Un policier du NYPD, Baimadajie Angwang

Les É.-U. agissent contre les entreprises et médias officiels chinois

Washington a désigné 15 médias officiels chinois, dont CGTN et le Quotidien du peuple, comme des missions étrangères et des organes de propagande du Parti communiste chinois (PCC). Le Sénat américain a également présenté un projet de loi visant à limiter la présence de journalistes travaillant pour l'État chinois.

En février, des procureurs américains ont accusé Huawei de complot pour voler des secrets commerciaux.

Des centaines d'entreprises chinoises et d'entités gouvernementales, dont Huawei et 150 de ses affiliés, ont été placées sur la « liste des entités » du département du Commerce, ainsi les entreprises américaines doivent obtenir un permis spécial pour faire affaire avec elles. Des dizaines d'entreprises chinoises ont été ajoutées en raison de leurs liens avec l'armée chinoise ou les violations des droits humains.

En avril, la Commission fédérale des communications (FCC) a menacé de bannir quatre sociétés de télécommunications contrôlées par l'État – China Telecom, China Unicom, Pacific



Des soldats japonais s'entraînent sur une plage.

Les É.-U. agissent contre les entreprises et médias officiels chinois

Suite Networks Corp. et son subsidiaire ComNet – si elles sont incapables de démontrer leur indépendance de Pékin.

En juin, la FCC a désigné Huawei et ZTE comme des menaces à la sécurité nationale puisque, sujettes à la loi chinoise – comme le sont toutes les organisations et les citoyens chinois – elles sont obligées de coopérer avec les agences de renseignement du régime.

Le même mois, le Pentagone a nommé 20 compagnies chinoises qui sont soit la propriété de l'armée chinoise, soit contrôlées par elle. Parmi ces compagnies, les télécoms China Mobile et China Telecom, le fabricant de wagons CRRC et le fabricant d'équipements de surveillance Hikvision.

En août, la Maison-Blanche a décrété que WeChat et TikTok doivent être bannis des États-Unis s'ils ne sont pas vendus par leurs propriétaires chinois.

En novembre, trois membres du Congrès ont présenté un projet de loi qui interdirait aux entreprises chinoises inscrites sur la liste noire et à leurs filiales d'accéder aux marchés financiers américains.

Les É.-U. imposent de nouvelles règles d'exportation à la Chine

En avril, le département du Commerce a établi de nouvelles règles d'exportation pour empêcher des entités chinoises d'acquérir la technologie américaine qui pourrait aider l'armée chinoise. Les règles stipulent que les compagnies américaines doivent obtenir un permis pour vendre certains articles, dont les semi-conducteurs et les capteurs, à des entreprises chinoises qui soutiennent l'armée, même s'ils sont désignés pour un usage civil.

En mai, les États-Unis ont interdit Huawei d'acheter des semi-conducteurs provenant de fabricants mondiaux qui utilisent la technologie américaine. Cette action a bloqué l'approvisionnement à Huawei et a colmaté une brèche exploitée par la compagnie après avoir été placée sur la liste américaine des entités en mai 2019.

En septembre, Washington a imposé des restrictions d'exportation au plus grand fabricant de puces chinoises, Semiconductor Manufacturing International Corp. et ses filiales, obligeant les entreprises américaines à demander une licence pour exporter certains produits à cette société.

Projet de loi américain visant à radier les entreprises chinoises des marchés boursiers

En août, Washington a proposé de radier les entreprises chinoises des bourses américaines si elles ne se conforment pas aux lois américaines sur les valeurs mobilières et aux exigences de protection des investisseurs.

Dans un rapport du groupe de travail du président sur les marchés financiers, le Trésor américain a recommandé que les sociétés de la Chine et d'autres pays qui ne se conforment pas aux normes américaines d'audit et de comptabilité soient radiées des bourses américaines à partir du 1^{er} janvier 2022.

Le Sénat américain avait adopté un projet de loi bipartite, le Holding Foreign Companies Accountable Act, en mai 2020, pour obliger les sociétés chinoises cotées en bourse aux États-Unis à ouvrir leurs livres aux auditeurs américains sous peine de radiation de la cote. Le projet de loi a été adopté à la Chambre des représentants en décembre 2020.

Les É.-U. s'attaquent à l'espionnage chinois

Les procureurs fédéraux américains ont annoncé de nouveaux cas d'espionnage chinois presque chaque semaine durant les derniers mois.

Certains exemples notables incluent l'arrestation d'un policier de New York accusé d'espionner pour le compte du consulat chinois; cinq citoyens chinois accusés d'avoir piraté plus de 100 entreprises et entités dans le monde; un chercheur de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) accusé d'avoir détruit la preuve (un disque dur) pour faire obstruction à une enquête du FBI visant à déterminer s'il a transféré des informations sensibles à la Chine; un ex-agent de la CIA arrêté et accusé de dissimuler son financement par la Chine; et un ex-titulaire du département de chimie de l'Université Harvard accusé de faire de fausses déclarations sur le financement qu'il a reçu de la Chine.

Selon le directeur du FBI, Chris Wray, l'agence « ouvre une nouvelle enquête de contre-ingérence chinoise toutes les 10 heures ».



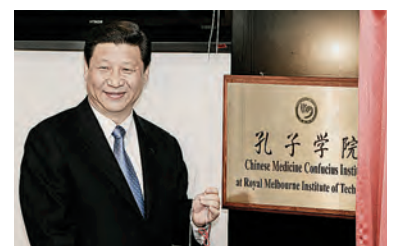
Un policier paramilitaire monte la garde à Pékin.



Des policiers anti-émeute pourchassent des manifestants à Hong Kong en juillet 2020.



La police arrête violemment un pratiquant de Falun Gong à Pékin en 2000.



Xi Jinping inaugure un Institut Confucius en Australie en 2010.

Actions mondiales pour contrer la Chine dans l'Indo-Pacifique

En juillet, l'Inde et les États-Unis ont tenu une manœuvre militaire commune dans l'océan Indien. Selon la marine américaine, sa présence avait pour but « d'apporter la sécurité à toute la région tout en établissant des partenariats avec amis et alliés ».

Les deux pays font partie d'un regroupement appelé le Dialogue quadrilatéral sur la sécurité, ou Quad, avec le Japon et l'Australie.

Le Quad s'est engagé à augmenter la coordination pour conserver l'Indo-Pacifique ouverte et libre et pour contrer ce que Washington appelle « l'exploitation, la corruption et la coercition » des plus petits États de la région.

En juillet également, les États-Unis, l'Australie et le Japon ont organisé des exercices navals conjoints dans la mer des Philippines. Les navires de guerre des trois pays ont uni leurs forces dans une démonstration de force alors que Pékin aurait continué des exercices à balles réelles dans la mer de Chine du Sud dans la région.

Actions mondiales pour tenir le PCC responsable de la pandémie

Les 194 pays membres de l'OMS ont adopté à l'unanimité une résolution demandant une enquête sur la réponse internationale à la pandémie.

Les législateurs de nombreux pays, dont des députés de l'opposition au Canada, ont fait pression sur leur gouvernement pour qu'ils repensent leur politique envers la Chine.

En avril, plus de 200 experts de la Chine et politiciens du monde entier, dont plusieurs députés canadiens, ont publié une lettre ouverte soulignant leurs inquiétudes concernant la dissimulation de la pandémie par le régime chinois et affirmant que son règne par la peur menace à la fois les citoyens chinois et le monde entier.

Plusieurs pays ont intenté des actions en justice contre Pékin pour sa gestion de la pandémie.

Actions mondiales pour appuyer la liberté à Hong Kong

En juillet, le Royaume-Uni a facilité l'obtention de la citoyenneté pour les Hongkongais éligibles, à la suite de la décision de Pékin d'imposer une loi sévère sur la sécurité nationale à Hong Kong le 30 juin. Le Canada a également commencé à accepter comme réfugiés des militants pro-démocratie de Hong Kong.

En réaction plusieurs pays, dont le Canada, ont suspendu leurs traités d'extradition avec Hong Kong.

En juin, Washington a annoncé la fin des exportations de matériel militaire américain à Hong Kong. Deux mois plus tard, les États-Unis ont suspendu ou rompu trois accords bilatéraux avec Hong Kong concernant l'extradition et les exonérations fiscales.

Actions mondiales concernant les droits humains en Chine

En juin, 50 experts de l'ONU ont demandé l'adoption de mesures décisives pour protéger les libertés fondamentales en Chine.

En juillet, alors qu'on soulignait 21 ans depuis le début de la persécution du Falun Gong par le PCC, plus de 640 législateurs de 32 pays, dont le Canada, ont signé une déclaration commune demandant au PCC de stopper immédiatement la persécution. Le 10 décembre, Journée des droits de l'homme, plus de 920 législateurs de 35 pays avaient signé cette déclaration.

En 2020, le département d'État américain a publié de nombreuses déclarations sur les violations des droits de l'homme en Chine, y compris les abus contre le Falun Gong, les Ouïghours, les Tibétains et les Hongkongais.

En octobre, 39 pays ont appelé la Chine à respecter les droits des Ouïghours, des Tibétains et des Hongkongais. Une coalition de plus de 150 groupes dans 90 villes du monde ont manifesté contre les violations des droits humains commis par le PCC qui célébrait ses 71 ans au pouvoir.

Actions mondiales contre Huawei et les Instituts Confucius

En juillet, le premier ministre britannique, Boris Johnson, a déclaré qu'il projette de retirer peu à peu l'équipement Huawei du réseau 5G.

Les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, le Japon et la Suède ont tous banni Huawei de leurs réseaux.

Huawei a également été écartée du cœur de l'Union européenne (UE) après que son compétiteur Nokia a remporté deux contrats importants en Belgique.

Les membres de l'UE ont renforcé la surveillance des vendeurs à haut risque. La gouvernance et la technologie de Huawei sont donc assujetties à un examen rigoureux et il est probable que d'autres opérateurs européens le retirent de leurs réseaux.

Les Instituts Confucius (IC) de Pékin ont également été bannis dans plusieurs pays en raison de leurs efforts pour promouvoir les intérêts du régime autoritaire. Depuis 2013, plus de 50 autres universités dans le monde ont rompu leurs liens avec le programme.

mesures sans précédent pour contrer la Chine communiste

M. Pompeo demande au groupe de collaborer contre ce qu'il appelle « l'exploitation, la corruption et la coercition » de Pékin.

Dans son discours novateur en Californie en juillet, M. Pompeo a mentionné qu'il faut reconnaître que le PCC est au fond un régime marxiste-léniniste, affirmant que « c'est cette idéologie qui inspire le désir de longue date [du dirigeant Xi Jinping] d'hégémonie mondiale du communisme chinois ».

M. Pompeo a demandé aux démocraties de travailler ensemble pour contrer les menaces grandissantes posées par le PCC, l'illustrant par un choix « entre liberté et tyrannie ».

« Nous, les pays du monde qui chérissent la liberté, devons persuader la Chine à changer [...] par des manières plus créatives et assurées, parce que les actions de Pékin menacent nos populations et notre prospérité », a-t-il dit.

Les gestes posés à l'intérieur des États-

Unis se sont aussi multipliés. Le directeur du FBI, Chris Wray, a déclaré en juillet que son agence a actuellement plus de 2000 enquêtes ouvertes reliées au PCC, ce qui représente une augmentation de 1300 % des enquêtes sur l'espionnage économique en lien avec le régime chinois. M. Wray a indiqué que le FBI ouvre « une nouvelle enquête de contre-ingérence chinoise toutes les 10 heures ».

M. Wray a qualifié le régime chinois de « la plus importante menace à long terme » pour les États-Unis.

Le Groupe de travail sur la Chine, regroupant des républicains de la Chambre des représentants, a publié un rapport le 30 septembre qu'il décrit comme un « plan exhaustif » pour contrer un éventail de menaces posées par le PCC. Le rapport fait plus de 400 recommandations en ce sens, qualifiant le PCC de « menace générationnelle ».

Le 1^{er} octobre, le représentant républicain Scott Perry a déposé un projet de loi visant à désigner le PCC comme étant une « organisation criminelle transnationale » et à éliminer l'immunité souveraine des dirigeants du PCC, ce qui permettrait de les traduire en justice aux États-Unis.

Si la loi est adoptée, le PCC serait ajouté à la liste des plus importantes organisations criminelles ciblées par le département de la Justice.

Dans son premier rapport sur les menaces à la sécurité des États-Unis publié le 6 octobre, Homeland Security a identifié Pékin comme un acteur étatique qui pose une « menace importante ». Parmi la liste d'inquiétudes, on note les campagnes de désinformation, la pression diplomatique et les faux produits médicaux exportés aux États-Unis.

Tandis que Washington réplique au PCC

pour ses vols de technologie, ses violations des droits humains et ses agressions militaires, d'autres pays passent aussi à l'action pour contrer le régime.

Par exemple, l'Australie a demandé la tenue d'une enquête sur comment la gestion du dossier COVID-19 par Pékin a permis au virus de se répandre à travers le monde et Canberra n'a pas plié face aux menaces du PCC. Le Royaume-Uni compte pour sa part retirer peu à peu l'équipement de Huawei de son réseau 5G.

Des mesures semblables n'ont pas été adoptées au Canada, bien que le pays se trouve dans une situation similaire. Ottawa n'a toujours pas annoncé sa décision quant à la participation de Huawei dans le réseau 5G, faisant office de seul membre ambigu de l'alliance des Five Eyes.

Avec le reportage de Bowen Xiao

Les États-Unis sont de loin les plus actifs ces derniers mois pour contrer le régime chinois



Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo



L'enseigne du département de la Justice à Washington



Des gens placent des objets dans des sacs au consulat chinois de Houston.



Avions de chasse de la marine américaine en mer de Chine du Sud en octobre 2019



Des travailleurs médicaux testent un patient pour la COVID-19 à San Francisco.

Les États-Unis s'opposent à la coercition de la Chine

En août, Washington a désigné le Centre américain de l'Institut Confucius comme une mission étrangère du PCC.

Le 28 octobre, le département d'État a désigné une organisation de façade du PCC opérant aux États-Unis comme une mission étrangère en vertu de la loi américaine sur les missions étrangères. Il a également mis fin à une entente conclue avec Pékin en 2011 visant à promouvoir la collaboration entre les chefs des deux pays.

Le 4 décembre, le département d'État a imposé des sanctions aux dirigeants chinois « engagés dans des activités d'influence coercitives ». Le département d'État peut désormais refuser l'entrée aux dirigeants du Front uni (UFWD) « qui s'engagent dans des activités malveillantes pour coopérer et contraindre ceux qui s'opposent aux politiques de Pékin », a tweeté M. Pompeo.

Le même jour, le département d'État a mis fin à cinq programmes financés par la RPC déguisés en « échanges culturels » avec la Chine.

Les É.-U. ciblent les membres du PCC

Washington, pour des raisons de sécurité nationale, a interdit quiconque « est ou a été un membre ou affilié au Parti communiste ou à tout autre parti totalitaire » d'immigrer aux États-Unis, avec deux catégories d'exception dont l'adhésion involontaire et l'adhésion passée. Les membres du PCC et ses organisations affiliées devraient être les plus affectés, puisque le PCC est le plus important parti communiste au monde.

Le 3 décembre, le département d'État a imposé de nouvelles restrictions en matière de visas aux membres du PCC et à leur famille immédiate qui détiennent un visa de visiteur, réduisant la durée maximale de leur séjour à un mois, entrée unique, plutôt que de 10 ans, entrées multiples, dans le but de « protéger notre nation de l'influence malveillante du PCC ».

En septembre, les autorités américaines ont révoqué plus de 1.000 visas de citoyens chinois ayant des liens militaires, à la suite d'une proclamation visant à limiter la capacité de Pékin à utiliser des chercheurs chinois pour voler des informations américaines afin de développer des capacités militaires avancées.

Les É.-U. ferment un consulat chinois et sanctionnent des responsables chinois

Cet été, les États-Unis ont ordonné la fermeture du consulat chinois de Houston, M. Pompeo, accusant l'enceinte d'être une « plaque tournante pour l'espionnage et le vol de propriété intellectuelle ».

Depuis septembre, les États-Unis exigent des diplomates chinois qu'ils obtiennent une permission avant de visiter un campus universitaire ou d'organiser des événements culturels avec plus de 50 personnes à l'extérieur des missions diplomatiques.

Depuis juin, le gouvernement américain impose des restrictions de visa à certains dirigeants du PCC jugés responsables de saper l'autonomie de Hong Kong.

Depuis juillet, il a imposé des sanctions et des restrictions de visa aux responsables chinois liés aux violations des droits au Xinjiang et au Tibet, et à la persécution des chrétiens et des pratiquants de Falun Gong. Il a également imposé des restrictions de visa à certains employés des sociétés technologiques, dont Huawei, qui soutiennent le régime dans ses violations.

Les É.-U. renforcent leur présence dans l'Indo-Pacifique

Les États-Unis ont déclaré en juillet que la Chine n'a aucune assise légale pour la majorité de ses revendications territoriales en mer de Chine du Sud.

En août, le Pentagone a mis en garde Pékin concernant ses lancements de missiles balistiques dans la mer de Chine du Sud, affirmant qu'ils déstabilisent la région. La marine américaine a annoncé que son destroyer USS Mustin a mené « des opérations de routine dans les eaux » près des îles Paracel pour assurer « une région Indo-Pacifique libre et ouverte ».

Le 7 octobre, le secrétaire de la Défense, Mark Esper, a déclaré que le Pentagone envisage d'avoir plus de 500 navires dans sa flotte d'ici 2045 afin de contrer les ambitions militaires chinoises grandissantes ainsi que d'autres menaces.

Les États-Unis ont également renforcé leurs relations avec Taïwan, notamment en intensifiant la vente d'armes et en soutenant la participation de l'île aux forums internationaux. Ils ont également adopté la Taïwan Assurance Act en décembre.

Les É.-U. tiennent le PCC responsable de la pandémie

Plusieurs congressistes ont proposé des lois visant à sanctionner Pékin pour son rôle dans la pandémie. En juillet, six sénateurs républicains ont déposé un projet de loi permettant aux Américains affectés de déposer des poursuites contre le gouvernement chinois devant les tribunaux américains.

Les États du Missouri et du Mississippi, ainsi que des individus et des entreprises dans plusieurs États, ont déposé des poursuites contre Pékin demandant des compensations de l'ordre de milliards de dollars.

Le 22 septembre, Donald Trump a déclaré à l'Assemblée générale de l'ONU que le monde « doit tenir la Chine responsable de ses actions » qui ont mené à la pandémie mondiale.

Mike Pompeo a déclaré en mai que la Chine a tout fait en son pouvoir pour « s'assurer que le monde ne soit pas informé en temps opportun » de l'épidémie.



La ministre australienne des Affaires étrangères, Marise Payne



Lena Hallengren, ministre suédoise de la Santé



Zdenek Hrib, maire de Prague



Le premier ministre indien, Narendra Modi



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen

L'Australie critique la gestion de la pandémie par Pékin

Le gouvernement australien est l'un des plus sévères critiques de la gestion de la pandémie par Pékin, réclamant la tenue d'une enquête indépendante, appuyée par plus de 100 pays.

L'Australie a également apporté des changements importants à ses lois en matière d'investissements étrangers afin de protéger les entreprises australiennes impactées par la pandémie d'être acquises par des intérêts étrangers, particulièrement chinois.

En juin, la ministre des Affaires étrangères Marise Payne a dénoncé la Russie et la Chine pour la désinformation qu'ils propagent sur la pandémie.

En juillet, le premier ministre, Scott Morrison, a annoncé des dépenses additionnelles de 270 milliards de dollars australiens sur la défense au cours de la prochaine décennie pour s'adapter à l'incertitude économique et stratégique causée en partie par les tensions entre Pékin et Washington.

La Suède ferme tous les Instituts Confucius

La Suède a fermé tous les Instituts Confucius (IC) dans le pays, il est le premier pays européen à poser ce geste envers le programme financé et contrôlé par Pékin.

Bien qu'ils soient présentés sous l'égide de centres culturels éducatifs, les IC sont de plus en plus décriés pour leur travail contre la liberté d'expression et faisant la promotion de la propagande chinoise dans les établissements d'enseignement.

De nombreuses villes suédoises ont également mis fin à leurs jumelages avec des villes chinoises dans la dernière année.

En avril, la ministre de la Santé a indiqué au Parlement que la Suède ferait pression pour que l'Union européenne appuie une enquête internationale indépendante pour faire la lumière sur les origines et la propagation du virus.

Les politiciens tchèques fustigent Pékin

Le Sénat tchèque a adopté une résolution critiquant Pékin pour avoir envoyé une lettre au ton menaçant à l'ex-président du Sénat Jaroslav Kubera. La lettre de l'ambassade chinoise disait que son voyage planifié à Taïwan allait créer des « complications pour les entreprises tchèques faisant affaire en Chine ».

Le président actuel du Sénat, Milos Vystrcil, a visité Taïwan en août, malgré les menaces de Pékin. « J'ai tendance à mettre la morale et les valeurs avant l'argent », a-t-il dit.

Le maire de Prague, Zdenek Hrib, qui a qualifié Pékin de « partenaire d'affaires peu fiable » en décembre 2019, a signé un accord de jumelage avec Taipei en janvier.

L'amitié entre la République tchèque et Taïwan remonte aux années 1990, alors que l'ex-président Vaclav Havel avait demandé à l'Assemblée générale de l'ONU en 1995 de donner un siège à Taïwan.

L'Inde durcit sa position envers la Chine

L'Inde a durci sa position contre la Chine à la suite des heurts meurtriers survenus à sa frontière contestée dans l'Himalaya à la mi-juin, alors que 20 soldats indiens ont été tués par des soldats chinois. Depuis, politiciens, commerçants et citoyens ordinaires lancent des campagnes de boycottage des produits chinois.

Le gouvernement indien a également banni 118 applications de téléphonie chinoises, dont TikTok et WeChat.

En avril, New Delhi a imposé des règles plus strictes sur les investissements d'entreprises basées dans des pays qui partagent une frontière terrestre avec l'Inde, se donnant le droit d'approuver ces investissements. Cette mesure viserait à freiner les acquisitions « opportunistes » de compagnies indiennes affectées par la pandémie.

Récemment, les médias indiens ont rapporté que le gouvernement étudie la possibilité d'interdire Huawei et ZTE de fournir de l'équipement aux sociétés de télécommunications étatiques.

L'UE adopte une nouvelle stratégie sur la Chine

L'Union européenne (UE) a adopté une nouvelle position stratégique sur la Chine en mars 2019, qualifiant le pays de « rival systémique ». Un cadre pour évaluer les investissements directs étrangers est entré en vigueur, selon la logique qu'un investissement dans un État-membre pourrait poser des risques à un autre ou à l'union dans son ensemble.

En juin, la Commission européenne a publié un livre blanc détaillant sa politique pour empêcher les investisseurs étrangers, particulièrement ceux de Chine, d'avoir recours à des subventions gouvernementales pour pouvoir s'enrichir dans l'achat d'actifs européens.

En avril, le Service européen pour l'action extérieure a publié un rapport sur la désinformation reliée à la COVID-19, dans lequel il note qu'il y a « des preuves d'un effort coordonné de sources officielles chinoises pour détourner tout blâme pour la pandémie » et encenser la Chine pour sa gestion de la crise.

SÉRIE ÉDITORIALE SPÉCIALE

Comment le spectre du communisme dirige le monde

Note de la rédaction : Pour aider les lecteurs à comprendre l'objectif et certaines des stratégies utilisées par le Parti communiste chinois pour influencer, contrôler et subvertir les pays occidentaux, nous incluons dans notre édition spéciale un extrait de la série *Comment le spectre du communisme dirige le monde*, publiée par *Epoch Times*. Bien que les régimes communistes d'Europe de l'Est se soient

désintégrés, le spectre du communisme n'a pas disparu. Au contraire, ce spectre maléfique dirige déjà notre monde, l'humanité ne doit pas nourrir un sentiment d'optimisme erroné. La Chine communiste a remplacé l'Union soviétique comme principale menace pour le monde libre, renforçant sa puissance dans une tentative d'hégémonie mondiale.

Introduction

Un extrait de l'introduction de *Comment le spectre du communisme dirige le monde*

L'effondrement des régimes communistes en Union soviétique et en Europe de l'Est aura marqué la fin d'un demi-siècle de guerre froide entre le monde capitaliste de l'Ouest et le monde communiste de l'Est. Ainsi, nombreux furent les optimistes persuadés que le communisme était une relique du passé.

La triste vérité, pourtant, c'est qu'une idéologie communiste mutante l'a remplacé et a étendu son pouvoir sur le monde entier. Il y a les pays ouvertement communistes que sont la Chine, la Corée du Nord, Cuba et le Vietnam, mais il y a

aussi les pays de l'ancien bloc soviétique au sein desquels l'idéologie et les façons de faire propres aux communistes exercent encore une forte influence. Les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, sous couvert de démocratie et de républicanisme, pratiquent la voie du socialisme. Puis il y a les nations d'Europe et d'Amérique du Nord, dont les institutions politiques foisonnent d'influences communistes sans que personne ne s'en rende compte.

Le communisme nourrit la guerre, la famine, les massacres et la tyrannie. Pour un nombre croissant de personnes, il apparaît clairement que c'est à l'humanité elle-même que le communisme déclare la guerre, contre les valeurs de l'homme

et contre la dignité humaine, et qu'aucun autre système dans l'histoire n'est allé aussi loin.

En un siècle, le communisme a instauré des régimes totalitaires à grande échelle en Union soviétique et en Chine; il a causé la mort brutale de plus de 100 millions de personnes; il a mis en esclavage des milliards de gens; et il a amené le monde au bord de la guerre nucléaire. Plus grave encore, il s'est attaché à détruire la famille, à fomenter le désordre social et à attaquer la moralité, un désastre pour les fondements de la civilisation.

Quelle est donc la nature du communisme? Quel est son objectif? Pourquoi considère-t-il l'homme comme son ennemi? Comment y échapper?

Les ambitions mondiales du Parti communiste chinois

Le travail du Front uni consiste à désintégrer le monde libre depuis l'intérieur

Le 18 décembre 2018, le Parti communiste chinois (PCC) a célébré le 40^e anniversaire de la soi-disant réforme et ouverture. Il a décerné la médaille de l'amitié de la réforme en Chine à dix étrangers dans le but de « remercier la communauté internationale pour son soutien à la réforme en Chine ». Ces dix étrangers sont notamment Juan Antonio Samaranch, ancien président du CIO, qui a octroyé à la Chine le droit d'accueillir les Jeux olympiques d'été 2008; et Robert Lawrence Kuhn, un homme d'affaires américain qui a prêté son nom pour signer la biographie flagorneuse de l'ancien chef du PCC, Jiang Zemin.

Durant les dernières décennies, d'innombrables politiciens et célébrités ont été les complices du Front uni du PCC.

Ce concept de « Front uni » est selon Mao l'un des « trois trésors magiques » du PCC. Les gouvernements occidentaux ont été les dupes de ces manœuvres et ont essuyé de nombreuses pertes, mais certains en Occident commencent à se réveiller, et plusieurs articles dénonçant la stratégie du Front uni ont été publiés.

La Commission sur l'état des lieux de la relation économique et sécuritaire sino-américaine (USCC) a publié un rapport en 2018 intitulé *China's Overseas United Front Work*. On y parle des diverses organisations, gouvernementales ou non, dont le PCC se sert pour mener ses activités du Front uni ainsi que des conséquences de telles activités pour les États-Unis et ses alliés. Le rapport mentionne : « L'importance croissante du Département du Front uni [aux yeux du PCC] s'est traduite par une hausse des nominations de ses cadres à des postes clés du PCC ou du gouvernement, générant quelque 40 000 nouveaux cadres issus du Département du Front uni. »

Le Global Public Policy Institute, un « think tank » américain, a publié un rapport en 2018 qui détaille les activités du Front uni du PCC en Europe. La Hoover Institution de l'université de Stanford a elle aussi publié un rapport en date du 29 novembre 2018 sur le même sujet. Selon ce dernier rapport, « Les activités d'influence de la Chine par le biais du Front uni ne se limitent plus au simple cadre de la diaspora chinoise, mais s'étendent désormais à des secteurs plus diversifiés au sein de nos sociétés occidentales, notamment les groupes de réflexion, les universités, les médias ou les institutions gouvernementales (nationales ou régionales). La Chine cherche, tout d'abord, à y faire germer des opinions qui seront favorables envers le

gouvernement chinois ainsi qu'envers ses mesures politiques, sa société et sa culture, puis à réprimer tout point de vue contraire, et enfin à se faire coopter par certains acteurs américains clés qui soutiendront la vision de la politique étrangère chinoise et les intérêts économiques de la Chine. »

Les politiciens et les hommes d'affaires

Selon le rapport de l'USCC, le Front uni est pour le PCC une ressource clé pour pousser les gens basés en Chine ou à l'international à soutenir le Parti. Par exemple, il peut soudoyer les politiciens occidentaux. En voulant se faire entendre, en faisant miroiter des situations très alléchantes ou en créant des partenariats et des amitiés, le PCC entretient des relations étroites avec de nombreuses personnalités de haut rang au sein des gouvernements occidentaux. Ces hommes et femmes politiques sont traités par la République populaire de Chine comme des « trésors de l'État ». Ainsi, on leur offre des cadeaux luxueux et leur confère des titres tels que « vieil ami de la Chine ». Parmi eux se trouvent d'anciens ou d'actuels secrétaires généraux des Nations unies ou des chefs d'État, des hauts fonctionnaires, des députés, des conseillers du gouvernement, des directeurs d'organisations internationales, des universitaires réputés ou professeurs membres de groupes de réflexion, ou bien encore des magnats de la presse. Toutes ces personnes qui sont prises dans le réseau du Front uni sont appelées à des moments clés à faire connaître ouvertement leur soutien au PCC.

....

Les politiciens locaux sont aussi des cibles du Front uni du PCC. Cela inclut les dirigeants de communautés, les conseillers municipaux, les maires, les sénateurs, etc. L'approche habituelle est d'offrir des dons aux représentants politiques locaux à travers des organisations chinoises ou des commerces, qui sont invités à visiter la Chine où ils reçoivent des pots-de-vin. Les entreprises familiales et leurs employés sont aussi traités avec beaucoup d'égards en Chine. On relève des cas de recours à des prostituées, souvent assorties de chantage, connus sous le nom de « pièges mielleux », on soupçonne que ce moyen est souvent utilisé par le PCC.

Chen Yonglin, ancien fonctionnaire du consulat chinois à Sydney, qui a fait défection en Australie en 2005, a rapporté à *Epoch Times* que le Département du Front

uni du PCC s'était infiltré jusqu'au sein du gouvernement australien en y corrompant des responsables. Chen Yonglin a ajouté : « Le montant des pots-de-vin destinés aux responsables dépasse de loin les dons à leurs partis politiques. Surtout pour les hauts responsables; les montants sont énormes. [...] Une autre forme de pots-de-vin, ce sont les voyages toutes dépenses payées en Chine, où des responsables sont traités comme des rois. Cela inclut de la prostitution payée par des sociétés chinoises. Beaucoup de responsables changent d'avis sur la Chine après leur retour. »

Avec des fonds considérables, le PCC a corrompu des hommes politiques communistes et de gauche dans le monde entier afin qu'ils deviennent ses agents de promotion de l'idéologie communiste.

Le PCC utilise ces mêmes stratégies pour corrompre le milieu de la finance et nombre d'industries. Les hommes d'affaires et les entrepreneurs sont traités comme des rois par le Parti et reçoivent des incitatifs financiers. En retour, ceux-ci deviennent les porte-paroles du PCC pour faire du lobbying auprès de leur gouvernement et influencer les politiques économiques et financières de leur pays. Dans la guerre économique que se livrent les États-Unis et la Chine, le PCC a eu des contacts fréquents avec les magnats de Wall Street. Beaucoup de sociétés financières très en vue et de corporations internationales font des affaires avec la Chine. Pour étendre leur marché en Chine, elles recrutent les fils ou les filles de hauts fonctionnaires chinois, qu'on appelle en Chine les « princes héritiers ». En retour, ces princes héritiers deviennent les yeux, les oreilles et la voix du Parti au sein de ces entreprises.

Infiltrer les cercles académiques et les groupes de réflexion

De nombreux groupes de réflexion en Occident façonnent directement les mesures politiques dans leur pays et leur stratégie envers la Chine; donc le PCC leur prête une attention particulière. Il a soudoyé, contrôlé et influencé quasiment tous les groupes de réflexion liés à la Chine. Le géant chinois de la technologie Huawei a apporté un soutien financier à des groupes de réflexion à Washington, qui rédigent ensuite des rapports positifs sur Huawei, selon un article du *Washington Post* de 2018.

....

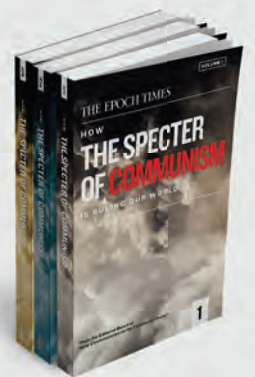
Pire, durant les dernières décennies, des professeurs occidentaux en sciences sociales ont été fortement influencés par la promotion de l'idéologie communiste. Avec très peu d'influence du PCC, ils peuvent aller de simplement soutenir l'idéologie de gauche à adhérer totalement au communisme.

....

Ce qui précède est un extrait abrégé du chapitre 18 : Les ambitions mondiales du Parti communiste chinois, 3. La « guerre sans limites », avec les caractéristiques communistes chinoises, h. Le travail du Front uni consiste à désintégrer le monde libre depuis l'intérieur

Pour lire les 18 chapitres de *Comment le spectre du communisme dirige le monde en ligne*, rendez-vous sur fr.theepochtimes.com

Les 36 stratégies pour détruire l'humanité



Un incontournable pour tout ceux épris de liberté. Le livre révèle comment le spectre communiste s'est introduit dans l'esprit des gens d'aujourd'hui. Il retrace l'avancée mondiale du communisme et explique comment ce spectre s'est infiltré dans presque toutes les facettes de la société actuelle et le chemin que l'humanité doit prendre pour échapper à son emprise.

Pour la série télévisée, visitez le site ept.ms/communism (en anglais)

Pour commander une copie papier du livre en anglais *How The Specter of Communism is Ruling Our World*, visitez les sites Amazon.ca ou EpochShop.com

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

REJETER LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

La dissimulation qu'a faite le Parti communiste chinois a conduit à une pandémie qui menace la vie des gens dans le monde entier. Voyez clair à travers la tromperie et tenez-vous, ainsi que votre famille, bien informés.

Rejetons le PCC.

SIGNEZ LA PÉTITION DÈS MAINTENANT! ENDCCP.COM/FR